

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

« Identité nationale »

Laissez nous nos identités, garantissez nos droits !

- Politique -

Date de mise en ligne : dimanche 20 décembre 2009

Démocratie & Socialisme

Il serait étonnant que l'émeu, le kangourou, l'ornithorynque ou le boomerang aient un quelconque rapport avec la conception que se fait Nicolas Sarkozy de l' « identité nationale » française. C'est pourtant bien comme un boomerang que ce débat est en train de lui revenir dans la figure.

L'effet boomerang est tel que tous, à droite, courent aux abris

Juppé, Raffarin se désolidarisent ouvertement de Sarkozy et Besson. Villepin considère que le débat est « *piégé, absurde, autoritaire* ». Le commissaire à la diversité et à l'égalité des chances, Yazid Sabeg, dénonce ce qui est devenu « *un déversoir et un défouloir* ».

Besson, ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale jure ses grands dieux que ce débat n'a rien à voir avec une quelconque « *stigmatisation* » de l'immigration.

Sarkozy lui-même, pourtant président de la République française, utilise l'essentiel d'une tribune du Monde, consacrée à l' « *identité nationale* », pour commenter le résultat d'un référendum suisse. Il y recommande même, très pince-sans-rire, le respect du vote référendaire du peuple suisse alors qu'il s'était lui-même assis, avec la dernière des désinvoltures, sur le vote du peuple français au référendum de 2005.

Brice Hortefeux propulse les « brèves de comptoir » au hit-parade des valeurs de l' « *identité nationale* ».

Le comble du burlesque est atteint par la volteface de ce maire UMP d'une localité de la Meuse qui, après avoir déclaré « *On va se faire bouffer. Il y en a déjà dix millions, payés à ne rien foutre* », s'embrouille et tente d'expliquer que ces propos ne visaient pas les immigrés mais les chômeurs, les RMIstes et les retraités !

Pour la droite, les choses avaient cependant bien commencé

Nicolas Sarkozy et Eric Besson s'étaient partagé les tâches. Sarkozy s'était chargé de la sécurité et, selon son habitude, agitait la peur. Besson avait pour tâche de dire de qui il fallait avoir peur. Le document qu'il avait adressé aux préfets pour l'organisation de son « *grand débat* » sur l'identité nationale était sans équivoque. Il posait carrément la question : « *Comment éviter l'arrivée sur notre territoire d'étrangers en situation irrégulière, aux conditions de vie précaires génératrices de désordres divers (travail clandestin, délinquance) et entretenant, dans une partie de la population, des suspicions vis-à-vis de l'ensemble des étrangers ?* »

Ces débats, pourtant organisés (comme sous le second empire) par les préfets et les sous-préfets, ne réunissent qu'une poignée de participants. Le site ouvert par Eric Besson ne recueille que 40 000 messages, ce qui est vraiment peu pour un pays qui compte plus de 62 millions d'habitants, 42 millions d'électeurs inscrits et où l'UMP revendique plus de 200 000 adhérents.

Le débat fait un four : nous ne pouvons que nous en réjouir

Il y a, en effet, au moins trois bonnes raisons pour que ce débat n'ait pas lieu. Tout d'abord, parce que son objectif à court termes est d'amener le débat des élections régionales sur le terrain favori de la droite, celui de la sécurité et de l'immigration.

Ensuite, parce que l'Etat n'a pas à se mêler, de quelque manière que ce soit, de nos identités qui relève de notre

seule subjectivité individuelle. Enfin parce que ce débat a surtout pour fonction d'occulter un autre débat, pourtant autrement nécessaire et urgent, sur le respect de nos droits de citoyens, sur le respect nos droits sociaux et politiques.

Un débat qui tombait à pic pour la droite, juste avant les élections régionales

François Barouin (un connaisseur puisqu'il fût porte-parole de la campagne présidentielle de Jacques Chirac en 1995) n'hésitait pas à affirmer qu'impulser un tel débat à quelques mois des élections régionales « c'était aussi gros qu'un hippopotame dans une mare asséchée ».

L' « effet boomerang »

Mais, là aussi, l' « effet boomerang » semble avoir joué à plein. En cherchant à calmer le jeu, devant l'ampleur du fiasco, L'UMP a fini par rater sa cible, les électeurs du Front National. Et, plus particulièrement, ceux qui avaient voté Sarkozy à la présidentielle mais qui, après avoir subi les effets de la politique sociale du gouvernement, ne voulaient plus entendre parler de l'UMP.

Une partie d'entre eux se sont défoulés sur le site de l'Identité nationale en y tenant des propos xénophobes et racistes. Aussi enragent-ils, aujourd'hui, de la soudaine volteface d'Eric Besson et de Nicolas Sarkozy. Ils avaient applaudi les attaques de Besson contre les « mariages gris », ils font maintenant la grimace lorsque Sarkozy se lance dans l'éloge du « métissage ». Ils approuvaient chaudement Besson lorsqu'il liait construction de minarets et « identité nationale ». Ils se sentent trahis (c'est une habitude chez Besson) lorsque ce dernier concède que la construction de minarets pourrait bien n'être, finalement, qu'un simple problème d' « urbanisme ».

Tartufferie

De nombreux citoyens, universitaires, chercheurs, syndicalistes, politiques se sont insurgés du caractère « nauséabond » que prenait de plus en plus le débat impulsé par Eric Besson. Face à cette levée de bouliers, Nicolas Sarkozy et Nicolas Besson ont essayé de refermé la boîte de Pandore qu'ils venaient d'ouvrir et en sont venus à désigner comme « marqueurs » de l' « identité nationale » des valeurs totalement étrangères à la politique qu'ils mènent concrètement.

L'accueil réservé aux immigrés serait, ainsi, devenu une des valeurs phares de l' « identité nationale ». La politique d'Eric Besson d'enfermement de centaines d'immigrés (y compris d'enfants) dans des centres de rétention aux conditions de vie dénoncées par de nombreuses organisations humanitaires correspond-elle vraiment à ce principe érigé en critère de l' « identité nationale » ? Le renvoi de réfugiés Afghans dans un pays en guerre et où l'armée française participe à cette guerre, a-t-il de près ou de loin, quelque chose à voir avec la valeur phare énoncée plus haut ?

Dans sa tribune du Monde, après avoir longuement disserté sur la Suisse, Nicolas Sarkozy insiste sur l'importance de la « laïcité » qui devient ainsi un véritable « marqueur » de l' « identité nationale ». Mais en quoi, Nicolas Sarkozy, lui-même, mettait-il en oeuvre ce principe essentiel lors de son discours de Latran, le 20 décembre 2007, quand il affirmait : « Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance » ?

Appliquait-il vraiment ce principe lorsque, le 14 janvier 2008, il récidivait à Ryad, la capitale de l'Arabie saoudite, l'une des dictatures religieuses les plus obscurantistes du monde, en prononçant un discours qui exaltait « *Dieu qui n'asservit pas l'homme mais qui le libère* », un discours qui vantait la « *politique de civilisation (...) de sa Majesté le Roi Abdallah ?* » dans un pays où la « *loi islamique* » prescrit la peine de mort par décapitation pour l'homicide, le viol, le vol à main armée, le trafic de drogue, la sorcellerie, l'adultère, la sodomie, l'homosexualité, le vol sur autoroute, le sabotage et l'apostasie (le renoncement à l'Islam) ?

La Droite considère que l' « égalité » est dorénavant un trait déterminant de l' « identité nationale ». En quoi ce principe peut-il avoir le moindre rapport avec la pratique de Sarkozy et de ses ministres lorsque, au nom de l' « équité », ils offrent un bouclier fiscal aux plus fortunés des contribuables et taxent les indemnités des accidentés du travail ?

Au nom, toujours, de l' « identité nationale », Nicolas Sarkozy rejette le communautarisme qu'il considère comme « *le choix de vivre séparément* ». Comment juger alors sa politique qui laisse s'incruster des dizaines de ghettos urbains où, selon le rapport 2009 de l'Observatoire des Zones Urbaines Sensibles (ZUS), sévit un chômage deux fois supérieur à celui des autres quartiers urbains ?

L'Etat n'a pas à se mêler de nos identités

Nos identités sont des constructions personnelles

Nos identités, qu'elles soient politique ou nationales, athées ou religieuses, aussi bien que d'orientation sexuelle, sont des constructions personnelles qui ne regardent surtout pas l'Etat. C'est la deuxième raison pour laquelle ce débat ne doit pas avoir lieu.

Les identités de chacun sont, en effet, multiples, subjectives, souvent de l'ordre du sentiment, plus ou moins fortes, parfois complémentaires, parfois contradictoires, parfois affichées, parfois privées. Certaines restent non définies : je peux me sentir apatride, agnostique, dans l'entre-deux. Cela me regarde. Cela ne regarde pas les pouvoirs publics.

Ces identités, bien évidemment, se réalisent dans un contexte social qui les influence mais elles sont propres à chaque individu. Vouloir définir l' « identité nationale » au moyen de critères universels, serait mettre soumettre notre subjectivité individuelle à une procédure inquisitoriale en lui imposant une liste de valeurs auxquelles se conformer sous peine de ne pas pouvoir se prétendre « Français ».

Je peux ne pas aimer « la Marseillaise ». Ou je peux aimer ce chant révolutionnaire pour des motifs exactement opposés à ceux de mon voisin, militaire de carrière en retraite. Je peux la préférer en reggae. Je peux ne pas avoir envie de la chanter tous les matins, sous peine de sanction, comme le propose un intervenant sur le site de Besson. Ce n'est pas cela qui pourra m'empêcher de me considérer comme Français, si tel est mon sentiment.

Je peux aimer le couscous et la pizza et me sentir Français. Je peux estimer qu'un minaret, une synagogue s'intègrent au moins aussi bien au paysage urbain de la ville d'Amiens que la verrière de la gare ou que la barre d'Etouvie et continuer à me sentir Français. Je peux me désintéresser complètement de la Coupe du monde de football, sans que cela ait la moindre conséquence sur mon sentiment d' « identité nationale ».

Le pas lent des légionnaires défilant le 14 juillet peut évoquer pour moi le dégoût de toutes les guerres coloniales sans que pour cela je me sente moins Français que celui (ou celle) à qui ce pas fait battre le coeur. Je ne ressens

pas la plus petite aversion envers des jeunes qui parlent verlan et portent leur casquette à l'envers et cela ne m'empêche pas de me sentir Français. Et si jamais je ressentais une quelconque aversion, je ne pourrais pas, pour autant, leur dénier le droit de se sentir Français et de bénéficier de l'égalité des droits due à tout citoyen de la République.

Je peux me sentir Français pour de multiples motivations ou simplement pour quelques unes. Ces motivations ne regardent de toute façon que moi. Je n'ai à m'en justifier auprès de personne et surtout pas de l'Etat.

Nos identités peuvent être multiples et changer avec le temps

Non seulement nos identités ne sont pas figées et évoluent avec le temps mais, en plus, elles peuvent être multiples. Je peux me sentir Français et Basque, Français et Algérien, Français et Israélien, Français et Européen... Je peux me sentir Français et Sénégalais comme l'un de mes bons camarades qui écrit un livre au titre éloquent : « Le Sénégalais ».

Je peux même me sentir Français et Américain comme tous ces Français qui s'adonnent à la danse « country », adoptent le chapeau de Cowboy ou garnissent la devanture de leur magasin de citrouilles et des toiles d'araignée, remplaçant ainsi la Toussaint (si chère comme tout ce qui est chrétien à Nicolas Sarkozy) par Halloween et ses sorcières. Tout cela relève des sentiments, des goûts, de l'individualité de chacun et ne regarde en rien l'Etat.

Les tentatives de figer les définitions de l' « identité nationale » ont terminé soit dans le ridicule, soit dans le drame.

Dans le ridicule, avec le philosophe Henri Bergson qui aurait dû éviter une telle ornière mais qui tenta de définir l' « identité nationale » française en l'opposant à l' « identité nationale » allemande comme le « vivant » s'opposait au « mécanique ». Julien Benda dans « La Trahison des clercs » avait implacablement mis à nu la vanité de cette tentative. Il avait, écrivait-il, examiné avec la plus grande attention une photo de Ludendorff et une autre de Foch. Mais, malgré tous ses efforts, il n'avait jamais réussi à distinguer en quoi l'une de ces deux ganaches galonnées était plus « vivante » ou plus « mécanique » que l'autre. Dans le drame, avec Pétain et sa bande qui ont donné à l' « identité nationale » une définition par élimination (hélas pas seulement théorique), en désignant tous ceux qui n'étaient pas de « vrais Français » : les Juifs, les « mètèques », les communistes, les socialistes, les syndicalistes, les francs-maçons, les gaullistes...

Pour autant, toutes les valeurs identitaires ne se valent pas d'un point de vue démocratique

Certaines valeurs doivent être combattues par la bataille des idées. Tel est le cas des valeurs de « droite » : l'élitisme libéral ou bonapartiste, la préférence nationale, la discrimination positive dans bien des cas, l'égalité des chances et la charité pour les perdants. Elles s'opposent à l'égalité des droits individuels pour tous, à la citoyenneté et à la justice sociale.

Certaines pratiques, découlant de valeurs antidémocratiques (patriarcat, machisme), mais qui n'ont pas encore pu être éradiquées dans la sphère privée, doivent être réglementées dans la sphère publique, sans que cesse, pour autant, le combat pour leur éradication. D'autres pratiques, irrémédiables et dégradantes (infibulation, excision), doivent être interdites, même dans la sphère privée.

Le débat sur l'identité nationale a surtout pour fonction d'empêcher le débat sur la citoyenneté

sociale et politique

Sarkozy et la droite ne veulent surtout pas d'un débat sur la citoyenneté et les droits politiques et sociaux qui lui y sont attachés

Leur but est justement d'abroger la citoyenneté sociale (droit du travail, Sécurité sociale...) construite, en France, au cours du XXème siècle. Ils veulent également limiter au maximum la citoyenneté politique et les libertés publiques (droit de grève, de manifestation...) pour faciliter la destruction de nos droits sociaux.

Mais s'attaquer à notre citoyenneté au nom de l'enrichissement des actionnaires (ce qui est la véritable motivation de la droite) passerait très mal aux yeux des électeurs, même de droite. Cette politique ne peut donc réussir que si elle est réalisée sous couvert de défendre l' « identité française » contre les « étrangers », les « immigrés » qu'ils soient au nom clandestins.

La gauche n'a aucun intérêt à accepter le débat sur le terrain que propose la droite

« *Pour vous qu'est-ce qu'être Français ?* », telle est la question posée par Eric Besson. Et ce n'est pas un hasard s'il a choisi cette formulation. C'est parce que c'est sous cette forme que la plupart des gens se posent spontanément la question de l'« identité nationale ». Si nous participions à un débat sur l' « identité nationale », c'est donc à cette question qu'il nous faudrait répondre. Et cette question est un piège qui nous situe, d'emblée, sur le terrain de la droite en participant à la confusion qu'elle entretient entre « identité nationale » et citoyenneté pour, surtout, ne pas avoir à affronter la deuxième question.

Vouloir participer au débat sur l' « identité nationale » en affirmant, par exemple, que « L'identité de la France, c'est la République » présente un double inconvénient.

D'abord, cette affirmation participe, à son corps défendant, à la confusion voulue par la droite en ne distinguant pas clairement ce qui relève de notre subjectivité qui ne regarde pas l'Etat (pour moi, être Français, c'est être républicain) et ce qui relève de nos droits de citoyen (la République) qui doit faire l'objet d'un débat public. Ensuite, elle définit l' « identité nationale » au moyen d'un critère universel (la République) qui devrait ainsi, s'imposer à la subjectivité de tous les Français. Certes, les royalistes et les partisans de la dynastie des Bonaparte ne sont heureusement plus qu'une poignée mais on ne peut leur dénier le droit de se considérer comme Français et de professer cette opinion surannée.

Cette conception de la nation était celle des révolutionnaires de 1792. Ils considéraient que les aristocrates, les ennemis de la révolution et de la république ne faisaient pas partie de la « Nation » et en tiraient les conséquences pratiques. On peut parfaitement comprendre que cette conception leur ait été dictée par les circonstances, la coalition européenne que les monarques d'alors réunissaient contre la première république française. Mais plus, de deux cent ans après, il n'est sans doute pas inutile de prendre du recul, de constater que la coalition royaliste a disparu de l'horizon, et de mesurer les limites d'une telle définition.

Réserver l' « identité nationale » française à ceux qui s'identifient à la « France de Voltaire, de Rousseau... » relève du même procédé : imposer à des subjectivités individuelles un autre critère universel, celui de la France des « Lumières ».

Bien sûr, je me reconnais infiniment plus dans les écrits de Voltaire, de Rousseau que dans ceux de ces exécrales réactionnaires qu'étaient de Maistre ou Barrès. Mais je ne vois pas pourquoi je considérerais que ceux qui,

aujourd'hui, se reconnaissent, peu ou prou, dans leurs écrits et abhorrent autant Voltaire que Rousseau n'auraient pas le droit de se dire ou de se penser Français.

Un débat sur nos droits sociaux de citoyens, tout d'abord

Le premier débat qu'il est urgent de mener et que la droite veut éviter à tout prix, c'est le débat sur nos droits sociaux.

La crise économique est loin d'être finie. La crise financière menace toujours. La droite va accentuer son offensive contre nos retraites, notre assurance-maladie, notre assurance-chômage et nos services publics pour résorber des déficits publics qui ont triplé en deux ans. Le patronat va tout faire pour compenser la baisse de la productivité du travail qui a entraîné une baisse de ses profits. Ce qu'il juge insupportable. Le chômage va donc encore augmenter, le travail précaire s'étendre et les salaires stagner.

Face à cette offensive de la droite et du patronat nous devons exiger de l'Etat qu'il fasse respecter nos droits : droit à un travail et à un salaire décent, droit à l'égalité entre les femmes et les hommes, droit à un véritable logement, droit à un accueil décent pour tous les immigrés, droit à l'égalité entre les territoires, droit à un travail stable, droit à une retraite qui ne se réduise plus comme une peau de chagrin, droit à l'égalité des soins, droit à des services publics de qualité et gérés démocratiquement alors qu'ils vont encore être remis en cause par l'intégration à la législation française, avant la fin de l'année, de la directive « Bolkestein », à peine édulcorée.

Jamais la France n'a été aussi riche et ce ne sont donc pas les moyens de respecter nos droits qui font défaut. Le débat devra donc permettre de trancher la question de la répartition de cette richesse et de savoir s'il est acceptable que la part des profits ait augmenté de 8 points (plus de 120 milliards d'euros pour la seule année 2009), au détriment de celles des salaires.

Un débat sur nos droits politiques, ensuite

Le second débat que nous devons imposer à la droite, est un débat sur nos droits politiques de citoyens.

Notre droit à la démocratie politique, tout d'abord, car elle est attaquée de toutes parts : par l'Union européenne qui nous impose des directives issues d'institutions qui n'ont qu'un lointain rapport avec une démocratie politique, par la concentration des médias aux mains de quelques grosses fortunes, par le caractère de plus en plus présidentiel et autoritaire de la Vème république.

Notre droit, ensuite, à une laïcité qui ne soit pas conçue comme une simple coexistence entre les religions mais qui fassent toute leur place aux athées et aux agnostiques (largement majoritaires dans notre pays). Une laïcité qui respecte rigoureusement la séparation des églises et de l'Etat.

Notre droit, enfin, à la reconnaissance de leur citoyenneté pour tous les habitants de notre pays, qu'ils aient ou non la nationalité française : droit de vote (après un délai à définir) de tous les habitants de notre pays, remplacement de la carte nationale d'identité par une carte de citoyen de la République française....

Ces débats, Sarkozy n'en veut surtout pas. Pour une raison simple, il veut que l'Etat se mêle de nos identités pour ne pas avoir à se préoccuper de faire respecter nos droits. La gauche doit lui imposer ce débat, pour une raison exactement inverse : que l'Etat ne se mêle pas de nos identités mais qu'il fasse respecter nos droits.

Les élections régionales sont l'occasion, pour nous, d'obliger la droite à assumer ces débats

Il ne s'agit évidemment pas d'écarter la dimension proprement régionale de cette élection mais de concevoir que cette dimension ne peut constituer qu'une partie de notre campagne, appuyée sur deux ou trois axes concrets de notre bilan et sur deux ou trois axes tout aussi concrets de nos propositions.

L'autre partie de notre campagne devrait avoir pour objectif d'imposer à Sarkozy et à la droite ces débats sur nos droits sociaux et politiques. Ils sont les points faibles de la droite et peuvent être autant de levier pour nous permettre de gagner les élections régionales, pour réaliser ce « grand schlem » dont Martine Aubry affirme, à juste titre, qu'il est à notre portée.

L'attitude de Sarkozy devrait d'ailleurs nous faciliter la tâche puisqu'il s'obstine à considérer toutes les élections (municipales, européennes, régionales) comme autant d'élections présidentielles et qu'il se désigne ainsi, lui et sa politique, comme nos cibles de prédilection.

Pierre Ruscassie - Jean-Jacques Chavigné